

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK**Séance du 28 octobre 2020****Objet n° 21** de l'ordre du jour

PRÉSENTS: Mme Cécile Jodogne, Bourgmestre ff-Présidente; M. Vincent Vanhalewyn, Échevin; M. Mehmet Bilge, Echevin; Mme Adelheid Byttebier, Échevine; M. Michel De Herde, Échevin; M. Frederic Nimal, Mmes Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, MM. Thomas Eraly, Quentin Van den Hove, Mme Lorraine de Fierlant, Echevin; MM. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksak, Ibrahim Dönmez, Abobakre Bouhjar, Mme Angelina Chan, MM. Axel Bernard, Hasan Koyuncu, Mmes Sophie Querton, Done Sonmez, Fatiha El Khattabi, MM. Arnaud Verstraete, Matthieu Degrez, Mmes Claire Geraets, Leila Lahssaini, Myriam Boxus, M. Youssef Hammouti, Mmes Fatima Ben Abbou, Leticia Sere, Lucie Petre, MM. Abdelhakim El Karaoui, Emel Dogancan, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkou, Mmes Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Emilie Desmedt, Marie Nyssens, MM. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Elyass EL YAKOUBI, Mamadou Bah, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: M. Taoufik Ben addi, Conseiller communal.

#Objet : Règlement-taxe sur les résidences non principales - Exercices 2021 à 2024 – Modification #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 33 voix contre 0 et 13 abstention(s).

Vu sa délibération du 18 décembre 2019 votant le règlement relatif à la taxe sur les résidences non principales pour un terme de 5 ans, expirant le 31 décembre 2024 ;

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution qui consacre l'autonomie fiscale des communes sous réserve des exceptions légales.

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1er et l'article 118, alinéa 1er ;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, telle que modifiée à ce jour ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant la nécessité pour la Commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion et du prescrit de l'article 252 NLC, lequel impose aux communes de réaliser l'équilibre budgétaire ;

Vu la nécessité pour la Commune de prélever des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités, et en particulier d'assurer les recettes permettant de faire face aux charges financières liées à son obligation d'assurer la tranquillité, la sécurité et la propreté publiques ;

Considérant que le maintien de cette source de revenus se justifie ;

Considérant que les usagers d'une résidence non-principales peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mises à disposition, qu'elles soient inscrites ou non sur le territoire de la Commune, en ce compris de ses voiries et parcs ;

Considérant qu'il est raisonnable et adéquat de faire participer ces personnes au financement des services communaux utiles à la collectivité des personnes, tout comme les personnes physiques dont le domicile fiscal est établi à l'adresse du logement qu'ils occupent y participent ;

Considérant que les personnes non-inscrites échappent généralement au paiement des toutes taxes communales ;

Considérant qu'il convient de prendre des mesures afin de favoriser l'augmentation du nombre de déclarations en résidences non-principales, par une taxation d'office avec une majoration de 100% de la taxe en cas d'absence de déclaration spontanée endéans le mois de leur installation dans la Commune ou en cas de déclaration incomplète ou inexacte ;

Considérant que la taxe ne s'applique pas lorsque le logement est soumis à l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique ;

Considérant que la taxe ne s'applique pas aux étudiants inscrits régulièrement à des cours du jour de plein exercice en raison notamment de leur statut particulier et de leur faible capacité contributive ;

Considérant que la taxe ne s'applique pas aux personnes résidant dans des maisons de soins étant donné que leur séjour est souvent temporaire et indépendant de leur propre volonté ;

Considérant qu'une simplification de la procédure de déclaration est appropriée afin de réduire la charge administrative pour le contribuable et les services communaux;

Vu, pour le surplus, le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13 octobre 2020 et le dossier administratif ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

Article 1

Il est établi pour les exercices 2021 à 2024, au profit de la Commune de Schaerbeek, une taxe mensuelle sur les résidences non-principales.

Article 2

- Par résidence non-principale, il faut entendre tout logement privé dont l'utilisateur peut disposer à tout moment que ce soit en qualité de propriétaire, de locataire, voire d'utilisateur à titre gratuit, sans être inscrit pour ce logement aux registres de la population.

- Est censée disposer d'une résidence non-principale, la personne qui peut l'occuper, même d'une façon intermittente, durant l'exercice fiscal.

Article 3

Sur demande expresse de l'Administration communale, le propriétaire est tenu de communiquer par écrit l'identité et les coordonnées de son (ses) locataire(s). Ce formulaire de renseignements devra être complété et retourné dans les quinze jours à compter de sa réception qui est présumée avoir lieu trois jours ouvrables après l'envoi.

Article 4

Le taux de la taxe pour l'exercice 2021 est fixé au 1^{er} janvier à 122,40€ par mois d'occupation et par résidence non principale. Ce taux sera majoré au 1^{er} janvier de l'année suivante au taux de 2%, conformément au tableau ci-dessous :

Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2024
124,85 €	127,34 €	129,89 €

Article 5

La cessation de l'occupation devra être notifiée à l'Administration communale et le contribuable doit fournir la preuve qu'il n'occupe plus cette résidence. Cette preuve déterminera la durée de l'occupation à prendre en compte pour le calcul de la taxe.

Pour l'application de la présente disposition, tout mois entamé compte en entier.

Article 6

Le redevable de la taxe est la personne qui réunit une ou plusieurs des conditions ci-après :

1. être propriétaire à Schaerbeek d'un logement privé et s'en réserver l'usage sans être inscrit aux registres de la population à l'adresse de ce logement.
2. être propriétaire à Schaerbeek d'un logement privé donné en location à une ou plusieurs personnes non inscrites dans les registres de la population à l'adresse de ce logement et être resté en défaut de communiquer l'identité de son (ses) locataire(s) alors même que l'Administration communale lui en a fait la demande sur pied de l'article 3 du présent règlement.
3. avoir loué ou disposer (voire à titre gratuit) d'un logement à Schaerbeek, sans être inscrit aux registres de la population à l'adresse de ce logement.

L'usager principal des lieux sera censé s'en réserver l'usage s'il ne peut faire la preuve de leur location ou de leur cession gratuite à des tiers ou de leur inoccupation totale et permanente.

La taxe est due solidairement par le propriétaire et l'occupant du (des) logement(s).

Article 7

Ne donnent pas lieu à la perception de la taxe :

1. Les logements tombant sous l'application de l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique ;
2. Les chambres d'étudiants tombant sous l'application de la taxe communale sur la mise à disposition et location de chambres et appartements ;
3. Les logements des personnes résidant dans des maisons de soins.

Article 8

§1^{er} - Pour un exercice d'imposition donné, le contribuable est tenu de remettre à l'Administration communale une déclaration. Il peut aussi remplir cette déclaration via son espace personnel sur le site de l'Administration communale au plus tard un mois après l'affectation à usage de résidence non principale, de l'entrée en propriété ou de l'occupation.

§2 - Toutefois, l'Administration communale peut dispenser un contribuable de l'obligation de déclaration et lui envoyer une proposition de déclaration. Cette proposition mentionne la base imposable ainsi que tous les renseignements et données qui ont été pris en considération.

§3 - Si, dans la proposition de déclaration figurent des inexactitudes ou des omissions, ou si les données pré imprimées ne correspondent pas à la base imposable, le contribuable est tenu, dans un délai de 15 jours après l'expédition de la proposition de déclaration, de soumettre à l'Administration la proposition de déclaration dûment corrigée, complétée, datée et signée.

C'est au contribuable de prouver qu'il / elle a déposé dans les délais la proposition de déclaration (corrigée ou complétée).

Si la proposition de déclaration ne contient pas d'inexactitudes ou d'omissions et que les données imprimées correspondent au statut fiscal, le contribuable ne doit pas retourner la proposition de déclaration.

§4 - La proposition de déclaration, complétée par les éléments que le contribuable a signalé dans le délai visé au §3, vaut déclaration. Toutefois, lorsque le contribuable n'a pas respecté l'obligation visée au §3, alinéa 1^{er}, la proposition de déclaration est assimilée à une déclaration inexacte ou incomplète.

§5 - Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration ou de proposition de déclaration est néanmoins tenu de déclarer spontanément à l'Administration communale les éléments nécessaires à la taxation, au plus tard un mois après l'affectation à usage de résidence non principale, de l'entrée en propriété ou de l'occupation.

§6 - La déclaration reste valable pour les exercices d'imposition suivants jusqu'à révocation.

En cas de modification de la base imposable, le contribuable doit se procurer une nouvelle formule de déclaration et la renvoyer, dûment complétée et signée, à l'Administration communale dans les dix jours de la survenance du fait. Sans préjudice des dispositions du présent règlement, le nouveau formulaire de déclaration sert de base aux enrôlements ultérieurs et vaut révocation expresse de la formule de déclaration précédente.

Article 9

Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle de sa déclaration notamment en fournissant tous les documents et renseignements qui lui seront réclamés à cet effet. En cas de non remise de document, d'absence de coopération ou d'empêchement du contrôle fiscal par le contribuable ou par un tiers, une amende administrative de 50€ sera imposée. Cette amende sera établie et recouvrée selon les mêmes règles que celles prévues aux articles 11 à 13 du présent règlement.

Article 10

L'absence de déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la Commune dispose. Dans ce cas, la taxe enrôlée d'office est

majorée d'un montant égal à celui de la taxe due.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'Administration communale notifie au contribuable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe.

Le contribuable dispose d'un délai de trente jours calendrier, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification, pour faire valoir ses observations par écrit. Le contribuable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'Administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si au terme de ce délai, le contribuable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Article 11

La taxe est recouvrée, soit via son espace personnel sur le site de l'Administration communale, soit par paiement électronique au compte de la Commune.

Article 12

Les rôles de la taxe sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

La taxe enrôlée est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives au profit de l'Administration, de l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des impôts sur les revenus de 1992.

Article 13

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux règles établies pour la perception des impôts au profit de l'Etat.

Article 14

§1^{er} - Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

§2 - Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception sera notifié dans les 15 jours après l'envoi ou du dépôt de la réclamation.

§3 - Si le contribuable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de l'examen de sa réclamation, il doit en faire la demande explicite dans sa réclamation.

Article 15

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2021 et remplace le règlement approuvé par le Conseil communal en sa séance du 18 décembre 2019.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 28 octobre 2020.

Le Secrétaire Communal,



David NEUPREZ



La Bourgmestre ff-Présidente,



Cécile JODOGNE

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK**Vergadering van 28 oktober 2020****Voorwerp nr 21** van de agenda

AANWEZIG: Mevr. Cécile Jodogne, wvd Burgemeester-Voorzitter; H. Vincent Vanhalewyn, Schepen; H. Mehmet Bilge, Schepen; Mevr. Adelheid Byttebier, Schepene; H. Michel De Herde, Schepen; H. Frederic Nimal, Mevr. Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, HH. Thomas Eraly, Quentin Van den Hove, Mevr. Lorraine de Fierlant, Schepenen; HH. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksal, Ibrahim Dönmez, Abobakre Bouhjar, Mevr. Angelina Chan, HH. Axel Bernard, Hasan Koyuncu, Mevr. Sophie Querton, Done Sonmez, Fatiha El Khattabi, HH. Arnaud Verstraete, Matthieu Degrez, Mevr. Claire Geraets, Leila Lahssaini, Myriam Boxus, H. Youssef Hammouti, Mevr. Fatima Ben Abbou, Leticia Sere, Lucie Petre, HH. Abdelhakim El Karaoui, Emel Dogancan, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkou, Mevr. Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Emilie Desmedt, Marie Nyssens, HH. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Elyass EL YAKOUBI, Mamadou Bah, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: H. Taoufik Ben addi, Gemeenteraadslid.

#Objet : Belasting op de andere dan hoofdverblijven - Aanslagjaren 2021 tot 2024 – Wijziging #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 33 stem(men) tegen 0 en 13 onthouding(en).

Gezien het raadsbesluit van 18 december 2019 stemmende het belastingreglement op de andere dan hoofdverblijven, voor een termijn van 5 jaar, vervallend op 31 december 2024;

Gelet artikel 170, § 4 van de Grondwet, die zich wijdt aan de fiscale autonomie van de gemeenten onder voorbehoud van wettelijke beperkingen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Overwegende de noodzaak voor de gemeente om aan haar verplichtingen te voldoen in overeenstemming met de eisen van het beheersplan en de vereisten van artikel 252 NGW, welke de gemeenten verplicht een begroting in evenwicht te realiseren;

Gezien de noodzaak voor de gemeente om ontvangsten te heffen ter dekking van de kosten die door al haar activiteiten worden gemaakt, en voornamelijk om inkomsten te verzekeren om te kunnen voldoen aan de financiële lasten in verband met haar verplichting om de openbare rust, - veiligheid en - netheid te waarborgen;

Overwegende dat het behoud van deze bron van inkomsten gerechtvaardigd is;

Overwegende dat de gebruikers van een andere dan hoofdverblijfplaats kunnen genieten van alle gemeenschappelijke faciliteiten voorzien op het grondgebied van de gemeente, inclusief de wegen en parken, of zij ingeschreven zijn of niet;

Overwegende dat het redelijk en passend is om deze mensen te betrekken bij de financiering van de gemeentelijke diensten die nuttig zijn voor de gemeenschap, net zoals bij de individuen wier fiscale woonplaats is gevestigd op het adres dat zij bewonen;

Overwegende dat de niet-ingeschrevene in het algemeen ontsnapt aan de betaling van iedere vorm van gemeentelijke belasting;

Overwegende dat het past om maatregelen te treffen om het aantal aangiftes andere dan hoofdverblijven te verhogen, door een ambtshalve belasting te vestigen met een verhoging van 100% van de belasting in geval van ontbreken van een spontane aangifte binnen de maand van hun installatie in de gemeente of in geval van een onvolledige of onjuiste aangifte;

Overwegende dat de belasting niet van toepassing omdat de woongelegenheid onderworpen is aan de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristische logies;

Overwegende dat de belasting niet van toepassing is voor studenten ingeschreven in een voltijds dagonderwijs om reden van hun bijzonder statuut evenals hun beperkte financiële draagkracht;

Overwegende dat het wonen in verpleeg- en verzorgingstehuis vaak tijdelijk en niet uit de vrije wil is van deze personen en, is de belasting hen niet verschuldigd;

Overwegende dat een vereenvoudiging van de aangifteprocedure aangewezen is ten einde het administratief werk van zowel de belastingplichtige als van de gemeentelijke diensten te verminderen;

Gelet bovendien, op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 oktober 2020 en het administratief dossier; Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1

Er wordt voor de aanslagjaren 2021 tot en met 2024, ten voordele van de gemeente Schaarbeek, een maandelijkse belasting geheven op de andere dan hoofdverblijven.

Artikel 2

- Onder andere dan hoofdverblijfplaats moet men verstaan elke private woongelegenheid waarover de gebruiker te allen tijde mag beschikken, hetzij in hoedanigheid van eigenaar, huurder of als kosteloze gebruiker, zonder te zijn ingeschreven op dit adres in het bevolkingsregister.

- Wordt geacht te beschikken over een andere dan hoofdverblijfplaats de persoon die haar kan gebruiken, zelfs op een intermitterende

wijze, gedurende het aanslagjaar.

Artikel 3

Op uitdrukkelijke vraag van het gemeentebestuur, is de eigenaar ertoe gehouden de identiteitgegevens en andere gegevens van zijn huurder(s) over te maken. Dit inlichtingenformulier dient te worden ingevuld en teruggestuurd, binnen de vijftien dagen te tellen vanaf zijn ontvangst wat verondersteld wordt plaats gehad te hebben drie werkdagen na zijn verzending na verzending van de zending bevattende de vraag van het gemeentebestuur.

Artikel 4

De aanslagvoet voor het aanslagjaar 2021 is vastgesteld per 1 januari op 122,40€ per bezette maand en per andere dan hoofdverblijf. Deze maandelijks aanslagvoet zal per 1 januari van het volgende jaar worden verhoogd met 2%, volgens onderstaande tabel:

Aanslagjaar 2022	Aanslagjaar 2023	Aanslagjaar 2024
124,85 €	127,34 €	129,89 €

Artikel 5

De stopzetting van de bezetting dient te worden betekend aan het Gemeentebestuur en de belastingplichtige zal de beëindiging van de bewoning dienen aan te tonen. Dit bewijsstuk bepaalt de looptijd van de bezetting die gebruikt zal worden bij de berekening van de belasting.

Voor de toepassing van de bijgaande bepalingen, zal iedere begonnen maand voor haar totaliteit worden gerekend.

Artikel 6

De belastingschuldige is de persoon die aan een of meerdere van de volgende voorwaarden voldoet:

1. eigenaar zijn van een private woonegelegenheid gelegen te Schaarbeek en er zich het recht toe voorbehouden deze te gebruiken zonder te zijn ingeschreven in de bevolkingsregisters op het adres van deze woonegelegenheid.
2. eigenaar zijn van een private woonegelegenheid gelegen te Schaarbeek en deze ter verhuur stellen aan één of meerdere personen die niet zijn ingeschreven in de bevolkingsregisters op het adres van deze woonegelegenheid en het in gebreke blijven van overmaken van de identiteitsgegevens van zijn huurder(s) wanneer het gemeentebestuur hem dit heeft gevraagd op basis van artikel 3 van huidig reglement.
3. hebben gehuurd of te beschikken (zie kosteloos) van een private woonegelegenheid te Schaarbeek, zonder te zijn ingeschreven in de bevolkingsregisters op het adres van deze woonegelegenheid.

De hoofdgebruiker van deze plek wordt geacht zich het gebruik ervan voor te behouden tenzij hij het bewijs van verhuur of zijn kosteloze afstand aan derden of het in zijn totaliteit en voortdurend niet gebruik ervan kan leveren.

De belasting is solidair verschuldigd door de eigenaar en de gebruiker van de woonegelegenheid.

Artikel 7

Zijn belastingvrij:

1. De woonegelegenheden vallend onder de toepassing van de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristische logies
2. De studentenkamers vallend onder de toepassing van de gemeentebelasting op het ter beschikking stellen en de verhuur van kamers en appartementen
3. De woonegelegenheden van personen verblijvend in verzorgingstehuizen

Artikel 8

§1 - Voor een welbepaald aanslagjaar, is de belastingplichtige ertoe gehouden aangifte te doen bij het Gemeentebestuur. Hij kan deze aangifte ook doen via zijn persoonlijke ruimte op de website van het gemeentebestuur dit uiterlijk binnen de maand van de bestemming tot het gebruik van tweede verblijf, van de eigendomsoverdracht of van het in gebruik nemen.

§2 - Echter, het Gemeentebestuur kan een belastingplichtige vrijstellen van de verplichting tot aangifte en hem een voorstel van aangifte toesturen. Dit voorstel vermeldt de belastbare grondslag alsook alle informatie en gegevens die in aanmerking zijn genomen.

§3 - Indien op het voorstel van aangifte onjuistheden of onvolledigheden zijn vermeld of indien de voorgedrukte gegevens niet overeenstemmen met de belastbare toestand, moet de belastingplichtige het voorstel van aangifte binnen de termijn van 15 dagen na verzending, gedag- en ondertekend indienen bij het gemeentebestuur, met een duidelijke en volledige vermelding en opgave op het voorstel van aangifte van de correcte gegevens en/of alle verbeteringen of aanvullingen. Het is de belastingplichtige die dient te bewijzen dat hij/zij het (verbeterd of vervolledigd) voorstel van aangifte tijdig indiende.

Indien het voorstel van aangifte evenwel geen onjuistheden of onvolledigheden bevat en alle voorgedrukte gegevens stroken met de belastbare toestand, moet de belastingplichtige het voorstel van aangifte niet indienen bij het gemeentebestuur.

§4 - Het voorstel van aangifte, aangevuld met elementen door de belastingplichtige binnen de periode bedoeld in §3, geldt als aangifte.

Echter, wanneer de belastingplichtige niet heeft voldaan aan de in §3, 1^{ste} alinea beoogde verplichting, wordt de voorgestelde aangifte beschouwd als een onjuiste of onvolledige verklaring.

§5 - De belastingplichtigen die geen aangifteformulier of voorstel van aangifte ontvangen hebben, zijn niettemin ertoe gehouden spontaan en op eigen initiatief aan het gemeentebestuur de vóór de belasting vereiste elementen mede te delen en dit uiterlijk binnen de maand van de bestemming tot het gebruik van tweede verblijf, van de eigendomsoverdracht of van het in gebruik nemen.

§6 - De aangifte blijft geldig voor de volgende aanslagjaren, tot herroeping.

In het geval van wijzigingen in de belastinggrondslag, moet de belastingplichtige een nieuw aangifteformulier aanvragen en deze naar behoren invullen, ondertekenen en terugsturen naar de gemeente dit binnen de tien dagen na het ontstaan van de gebeurtenis. Onverminderd de bepalingen van deze verordening, de nieuwe aangifte vormt de basis bij de volgende inkoheringen en herroept uitdrukkelijk het vorige aangifteformulier.

Artikel 9

De belastingplichtige wordt ertoe gehouden de controle van zijn aangifte te vergemakkelijken voornamelijk door het verstrekken van alle documenten en inlichtingen die hem hierbij zouden worden gevraagd. Bij het niet voorleggen van documenten, gebrek aan medewerking of verhinderen van de fiscale controle door de belastingplichtige of een derde, wordt een administratieve geldboete

opgelegd van 50€. Deze boete wordt gevestigd en ingevorderd volgens dezelfde regels als voorzien in de artikels 11 tot 13 van dit reglement.

Artikel 10

Bij het ontbreken van de aangifte binnen de voorziene termijnen, of de onjuiste, onvolledige of onduidelijke aangifte vanwege de belastingplichtige zal de aanslag van ambtshalve worden gevestigd op basis van de gegevens waarover de Gemeente beschikt. In dit geval zal de ingekohierde belasting worden verhoogd met het bedrag gelijk aan deze van de verschuldigde belasting.

Vooraleer over te gaan tot de ambtshalve inkohiering, zal het gemeentebestuur per aangetekend schrijven, de motieven betekenen aan de belastingplichtige, welke aanleiding geven tot deze procedure, de elementen waarop de belasting is gebaseerd, de manier waarop deze elementen werden vastgesteld en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de betekening, om schriftelijk zijn opmerkingen te doen gelden. De belastingplichtige is ertoe gehouden het bewijs leveren van de juistheid van de door hem aangevoerde elementen.

Het gemeentebestuur zal aan het einde van deze periode overgaan tot de ambtshalve inkohiering indien de belastingplichtige geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigt.

Artikel 11

De belasting is te voldoen, hetzij via de persoonlijke ruimte op de website van het gemeentebestuur, hetzij per elektronische betaling op rekening van de gemeente.

Artikel 12

De kohieren van de belasting worden door het College van Burgemeester en Schepenen opgemaakt en uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op het aanslagjaar afgesloten en uitvoerbaar verklaard.

De ingekohierde belasting is te betalen binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

Bij gebrek aan betaling binnen de vastgestelde termijn zullen verwijlinteressen worden gevorderd, berekend volgens de bepalingen vastgelegd in artikel 414 van het Wetboek op de inkomstenbelastingen voor 1992

Artikel 13

De belasting is door de Gemeenteontvanger ingevorderd volgens de regels vastgesteld voor het innen van belastingen ten voordele van de Staat.

Artikel 14

§1 - De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan een bezwaar schriftelijk indienen tegen de geheven belasting, alsook alle verhogingen of boetes, bij het College van Burgemeester en Schepenen, die als bestuursverheid handelt. Om de ongeldigheid te vermijden, moet het bezwaarschrift ondertekend en met redenen omkleed zijn en moet vermelden: de naam, hoedanigheid, adres of de zetel van de belastingplichtige waarvoor de belasting is vastgesteld alsook het onderwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van feiten en middelen.

§2 - De bezwaren moeten ingediend worden, op straffe van nietigheid, binnen de termijn van drie maanden te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Van het bezwaarschrift zal schriftelijk ontvangst bericht worden binnen de 15 dagen na de verzending of de indiening van het bezwaarschrift.

§3 - Indien de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger wenst gehoord te worden in het kader van het onderzoek van zijn bezwaar, moet hij dit uitdrukkelijk vragen in zijn bezwaarschrift

Artikel 15

Dit onderhavige reglement treedt in voege op 1 januari 2021 en vervangt het reglement goedgekeurd door de Gemeenteraad van 18 december 2019.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 28 oktober 2020.

De Gemeentesecretaris,

David NEUPREZ



De wnd Burgemeester-Voorzitter,

Cécile JODOGNE